





RICHARD SAMANS

Mettre la reprise en perspective

La pandémie de Covid-19 continue d'avoir un profond impact sur le monde du travail. Globalement, sur la base des tendances observées avant la pandémie, on estime à 8,8 % la part des heures de travail perdues en 2020 en raison de la réduction de l'activité professionnelle. En comparaison, le nombre d'heures de travail était resté plus ou moins stable lors de la crise financière de 2008–2009.

La crise actuelle a atteint des proportions sans précédent. Des personnes ont perdu leur emploi ou leurs moyens de subsistance.

Certaines ont même complètement quitté le marché du travail alors que d'autres étaient toujours « en emploi », mais travaillaient moins, voire plus du tout. Si la reprise est attendue à partir du second semestre 2021, elle sera probablement fragile et hétérogène. Selon les projections, la croissance de l'emploi ne suffira pas à combler les pertes béantes générées par la crise dans la plupart des pays. En outre, la crise continue d'exercer des effets foncièrement différents sur les travailleurs et les entreprises. Ceux qui étaient déjà désavantagés sont souvent (ou largement) les plus affectés. En exacerbant les inégalités socioéconomiques, cette situation compromet les progrès réalisés jusqu'ici dans ce domaine et entrave considérablement la réalisation de l'agenda du développement durable. L'impact de la crise sur les jeunes, sur les femmes et sur les travailleurs moins qualifiés et informels – qui sont aussi les plus pauvres – est disproportionné. Cette situation engendre une diminution significative de la participation des travailleurs et une baisse à long terme de la croissance de la productivité – notamment en raison du rythme d'acquisition des compétences et de l'état de santé de ces personnes. S'ils persistent,

ces effets réduiront le potentiel de croissance des économies nationales et mondiale.

Panser les plaies

Le risque est grand que ces inégalités socioéconomiques accrues et ces mauvaises conditions de travail laissent des « cicatrices » à long terme pour l'économie et la société. Les responsables politiques doivent donc s'employer à favoriser un processus de relance de grande ampleur, centré sur les individus. Le retour d'une forte croissance du produit intérieur brut (PIB) ne sera sans doute pas suffisant pour éviter des dommages permanents et la perte de potentiels économiques et humains.

À l'heure où les pays commencent à se rétablir, il s'agira de surveiller le développement de ces problématiques et de fédérer une réponse politique durable pour y faire face. À cet effet, les gouvernements nationaux devraient développer des stratégies de relance focalisées sur l'être humain et favorisant une amélioration de l'emploi productif, du revenu et de la sécurité aussi large que possible. La coopération internationale devrait prioriser les aides aux pays en développement qui recherchent un soutien pour étendre et mettre en œuvre leur réponse. Ces stratégies de relance centrées sur les individus devraient s'assurer que le rebond de la croissance du PIB et l'amélioration des indicateurs de chômage s'accompagnent de progrès en matière de travail décent, de revenus et de sécurité sociale. Et ce pour toutes les catégories de travailleurs et tous les ménages, partout dans le monde.

L'économiste Richard Samans est directeur de recherches à l'Organisation internationale du travail (OIT) à Genève et président du Climate Disclosure Standards Board à Londres.